Zimbabwe : des ARV moins chers et plus accessibles ?

Une entreprise pharmaceutique locale pourrait fabriquer des médicaments anti-rétroviraux

- VIH/Sida - Accès aux ARV et aux soins - Par pays - Autres pays -

Harare, 18 janvier 2008 Les médicaments anti-rétroviraux (ARV), susceptibles de prolonger la vie des personnes atteintes du VIH/SIDA, sont dangereusement rares au Zimbabwe, et restent hors de prix pour une majorité de Zimbabwéens séropositifs. Pourrait-on les rendre moins chers et plus accessibles en les fabriquant sur place ?

Les laboratoires Varichem, une entreprise pharmaceutique locale, ont l'équipement nécessaire pour fabriquer des ARV ; or, compte tenu d'un cruel manque de devises, il est difficile d'importer les matières premières nécessaires à la fabrication de ces médicaments et la société a dû cesser de les produire.

L'inflation galopante et le manque de devises ont paralysé le secteur de la santé, entraînant des pénuries de médicaments et d'équipement médical et un manque de personnel, qui a migré en quête de salaires plus confortables et de meilleures conditions de vie.

The Herald, quotidien officiel zimbabwéen, a rapporté la semaine dernière que la prescription d'un traitement d'un mois au Stalenev 30, un ARV de première intention courant, coûtait aujourd'hui 85 millions de dollars zimbabwéens (environ 42,50 dollars au taux de change pratiqué sur le marché parallèle). Or, la plupart des Zimbabwéens gagnent moins de trois millions de dollars zimbabwéens par mois (1,5 dollars) ou sont au chômage. Dans les pharmacies privées, les médicaments peuvent coûter jusqu'à quatre fois le prix auquel ils sont vendus dans les dispensaires publics subventionnés.

Néanmoins, les laboratoires Varichem ont annoncé dernièrement la modernisation de leur usine de fabrication pharmaceutique, en vue d'une mise aux normes internationales ; cette mise aux normes pourrait résoudre le problème du gouvernement zimbabwéen, qui lutte pour déployer davantage son programme de traitement national, malgré le manque de moyens financiers dont il dispose.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a versé 2,1 millions de dollars pour financer ce processus de mise à niveau et a formé le personnel de Varichem à l'utilisation des dernières technologies de fabrication d'ARV. Selon Tobias Zangare, le directeur, l'usine de fabrication d'ARV doit encore être testée et agréée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Mais on ignore encore si la fabrication locale de ces médicaments permettra d'apporter un vrai changement. La construction étant achevée, l'usine de fabrication d'ARV n'attend plus qu'une certification OMS ; cet agrément permettrait à Varichem de prétendre à obtenir des subventions internationales pour financer ses opérations.

« Le plus important, c'est que nous pourrons demander des fonds aux bailleurs internationaux, tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme », a déclaré M. Zangare à la presse.

En effet, en l'absence d'autorités régulatrices locales, l'OMS est intervenue pour réaliser elle-même une évaluation de qualité rigoureuse ; et passer le test de préqualification de l'OMS est indispensable pour tous les pays qui souhaitent obtenir des fonds auprès du Fonds mondial, pour financer la fabrication locale de leurs médicaments.

David Parirenyatwa, ministre de la Santé et du Bien-être de l'enfant s'est réjoui de cette décision ; « une fois agréés, les laboratoires Varichem pourront recevoir des commandes payables en devises, augmenter leur production, et produire ainsi assez de médicaments pour subvenir aux besoins de nos populations et en exporter vers d'autres pays », a-t-il déclaré.

Pourtant, les militants de la lutte contre le sida restent sceptiques. Le révérend Maxwell Kapachawo dirige le Réseau

zimbabwéen des dignitaires religieux vivant avec le VIH/SIDA ou personnellement touchés par la maladie (ZINERELA+), une association qui défend les droits de ces personnes ; selon lui, les laboratoires Varichem ne pourront pas forcément faire baisser le prix des ARV, pour les rendre plus abordables.

« En tant que société privée, leur objectif pourrait être d'empocher des bénéfices ; alors, je pense que les organismes publics pourraient intervenir et jouer un rôle pour assurer que ces traitements, susceptibles de prolonger la vie des patients, soient bel et bien accessibles aux citoyens moyens ».

Kudzi Matombo (un nom d'emprunt), toujours sur la liste d'attente du gouvernement pour l'obtention d'ARV gratuits, a révélé à IRIN/PlusNews qu'elle avait été contrainte de puiser dans son épargne personnelle pour se procurer ces médicaments coûteux.

« Aujourd'hui, je dépends des membres de ma famille et de mes amis qui travaillent à l'étranger ; ils m'envoient de l'argent pour que je puisse me procurer des ARV car mon salaire de responsable débutante d'un fast-food ne suffit même pas à subvenir à mes besoins les plus élémentaires (nourriture, logement, vêtements) ».

Quant à Joseph Moyo, déclaré séropositif il y a deux ans, il se réjouit de cette initiative en faveur de la fabrication locale des ARV. « Je pars du principe que si les médicaments sont fabriqués au Zimbabwe, on peut espérer qu'ils soient vendus à un prix abordable », a-t-il déclaré.

D'après les statistiques officielles, seules 90 000 personnes suivent une thérapie ARV, tandis que près de 400 000 autres attendent encore de recevoir des ARV, dont ils ont un besoin urgent.